

Grèce : Athènes lance un ultimatum à ses créanciers

LaTribune

Cette fois, c'est la Grèce qui fixe un ultimatum à ses créanciers. Ce mercredi 20 mai, le porte-parole du groupe parlementaire de Syriza, le principal parti du gouvernement hellénique a annoncé, selon Reuters que, faute d'accord avec ces derniers, Athènes ne paiera pas son échéance de 302 millions d'euros qu'elle doit rembourser au FMI le 5 juin. Autrement dit, ce jour devient la nouvelle « date fatidique » dans la crise grecque.

Si aucun accord n'est trouvé alors, la Grèce fera le premier pas vers un défaut, et la crise prendra une autre tournure.

Pression replacée sur les Européens

Athènes entend désormais clairement presser le pas et placer la pression sur ses créanciers. Le calcul du gouvernement d'Alexis Tsipras est simple : les Européens et le FMI ne sont pas prêts à assumer le risque d'un défaut qui peut avoir de lourdes conséquences financières et politiques pour eux.

Un défaut grec serait en effet la première marche vers une sortie de la zone euro. Car s'il n'y a pas d'identité entre les deux événements ni de lien automatique, l'un peut entraîner l'autre, notamment si la BCE décide de ne plus accepter les collatéraux (garanties) d'un Etat en défaut pour accorder de la liquidité aux banques. Ou si, à court d'argent faute d'aide européenne, la Grèce doit sortir de la monnaie unique.

Des créanciers peu pressés de risquer le défaut

Athènes peut s'appuyer dans cette stratégie sur plusieurs faits encourageants. D'abord, le FMI, le 12 mai, a refusé de laisser la Grèce faire défaut et a accepté que le pays ait recours à un fonds spécial... du FMI. Autrement dit, le FMI s'est payé lui-même en grande partie pour éviter le défaut.

Quant à la BCE, elle a refusé jusqu'ici, et malgré des menaces répétées, de durcir les conditions de décote des collatéraux dans le cadre du programme d'aide à la liquidité d'urgence ELA. Une telle mesure aurait précipité rapidement le défaut grec. Preuve est donc faite que plusieurs créanciers ne veulent pas un défaut grec.

Le gouvernement grec les met désormais devant leurs responsabilités et cherche également à diviser le camp adverse. Car, ne l'oublions pas, certains, notamment au sein de l'Eurogroupe, ne s'effraient pas d'un défaut hellénique. En fixant un ultimatum, Athènes sème la zizanie chez ses adversaires et espère ainsi forcer la décision en faveur d'un compromis.

Faire que la peur change de camp

La Grèce a d'ores et déjà fait plusieurs pas en faveur de ce compromis : sur la fiscalité et la TVA,

notamment. Mais le gouvernement refuse toujours les « réformes » des retraites et du marché du travail exigées par ses créanciers.

Dans ce jeu de poker qui oppose les deux camps depuis quatre mois, la phase finale semble être engagée. Le message qu'Athènes envoie à ses créanciers ce mercredi matin est que la Grèce n'a pas peur d'aller jusqu'au défaut.

C'est crucial dans ce type de situation. Le gouvernement grec rappelle que, dans une discussion entre créanciers et débiteurs, le créancier est aussi en position de faiblesse : il peut perdre sa mise. Ce mouvement stratégique vise à faire changer la peur de camp et à décider les créanciers à accepter un accord sans toucher aux « lignes rouges » fixées par le gouvernement.

Echec de la stratégie d'usure

Lundi soir, Yanis Varoufakis, le ministre grec des Finances avait déjà préparé le terrain : il avait prévenu qu'il préférerait "*faire défaut sur le FMI que sur les retraites et les salaires*".

On semble donc être arrivé au terme de la bonne volonté grecque. Désormais, la stratégie d'attente des créanciers est dans l'impasse. L'Eurogroupe a longtemps cru que, à cours d'argent, Athènes viendrait déposer les armes et capituler. Ce mercredi, il semble que ce ne soit pas le cas.

LaTribune